

[Texte]

Mr. Gorham: Mr. Chairman, the numbers can be a bit misleading. The numbers really relate to the types of programs which each embassy is implementing. Some programs require more manpower. If we take the example of Colombia and Peru, those are two countries where, as has already been mentioned, we have quite a substantial development assistance component and that tends to require sufficient manpower, particularly in locally engaged personnel, to ensure that these programs are being implemented in the proper way.

If you go down that list and look at Trinidad and Tobago, for example, you will find a very large number: quite a large number in that post are involved in immigration—the immigration officers, the locally engaged staff—because they also cover a broader area, the immigration officers do. There are also Health and Welfare doctors who process the medical clearances and medical documents for the immigration program not only in Trinidad and Tobago but in Venezuela and Guiana, I think, and in some of the other countries.

• 1050

In Brazil, of course, we are talking three posts: the embassy in Brasilia, the consulate-general in Sao Paulo and the consulate-general in Rio de Janeiro. When you add it all together, of course, it comes to a larger number.

Ecuador is very tiny—too small, we think; but there is a lack of resources and that post was re-established just last year. It was one of those that was closed in 1969. Ecuador should have two or three more people, but we just do not have the resources at the present time.

So it tends to vary, depending on the particular program. If we have an active public affairs program, we have the resources to do it, the country is receptive to it and it fits in with our priorities, then *ipso facto* we will have two or three extra personnel in a particular post.

Miss MacDonald: I can appreciate the various circumstances that influence the number of personnel. I will just say that, given the strategic importance to Canada of Venezuela, from the point of view of location, from the point of view of oil supplies and so on, I think that one should be increased. If you get any more personnel, I would increase that one.

Mr. Gorham: Mr. Chairman, I can assure Miss MacDonald that all of us here at this table and all of our representatives at the post will endorse those sentiments 100, 200, 300 per cent. Any influence this committee can bring to bear on the government would be most welcome.

Miss MacDonald: There are a couple of questions I would like to pose to Mr. Bartleman. He mentioned one of the issues I was trying to get the minister to address last night, and that is the whole question of the strategic consideration of the Caribbean bases and what they mean to us from the point of view, again, of oil supplies, of potential instability—the question of that regional instability spreading further afield into the northern hemisphere.

[Traduction]

M. Gorham: Les chiffres sont un peu trompeurs, monsieur le président. Le nombre d'employés reflète le genre de programme que chaque ambassade administre et certains programmes demandent plus de personnel. Comme nous l'avons déjà dit, nous avons des programmes assez importants d'aide au développement en Colombie et au Pérou, et ces programmes demandent assez de personnel, surtout le personnel engagé à l'étranger, pour assurer la bonne mise en œuvre des programmes.

Vous allez constater, par exemple, qu'il y a beaucoup d'employés à Trinidad et Tobago: beaucoup d'entre eux travaillent dans le domaine de l'immigration—ce sont des agents d'immigration ou du personnel engagé à l'étranger—parce que les agents d'immigration s'occupent également d'autres questions. Il y a également des médecins du ministère de la Santé et du Bien-être social qui s'occupent des autorisations médicales et des documents médicaux pour le programme de l'immigration, non seulement à Trinidad et Tobago mais au Venezuela et en Guyane je crois, et dans certains autres pays.

Bien entendu en ce qui concerne le Brésil, il s'agit de trois postes, soit l'ambassade à Brasilia, le consulat général à Sao Paulo et le consulat général à Rio de Janeiro. Lorsqu'on additionne tout le personnel, bien entendu on se rend compte qu'il y a beaucoup de gens.

L'Équateur est un petit pays—trop petit à notre avis, mais en raison du manque de ressources ce poste n'a été rétabli que l'année dernière. Il avait été supprimé en 1969. La délégation en Équateur a besoin de deux ou trois personnes de plus mais nous n'avons pas les ressources suffisantes pour l'instant.

Donc cela varie, compte tenu des programmes. Si les programmes d'affaires publiques sont importants on nous donne les moyens suffisants si le pays hôte est intéressé et si les activités cadrent avec nos priorités, dans ce cas il n'y a aucun problème et l'on nous affecte deux ou trois personnes supplémentaires à la délégation.

Mlle MacDonald: Je me rends compte qu'il y a divers facteurs qui interviennent dans l'affectation de personnel. J'entends par là qu'il y aurait lieu d'affecter plus de personnel à cette délégation étant donné l'importance stratégique du Venezuela pour le Canada, du point de vue géographique, du point de vue du pétrole, etc. Si vous recrutez du personnel, je l'affecterais à cette délégation.

M. Gorham: Monsieur le président, je puis assurer M^{lle} MacDonald que tous ici présents, ainsi d'ailleurs que nos représentants en poste, partageons à 100 p. 100 ce point de vue. Les recommandations que le comité pourra faire au gouvernement seront les bienvenues.

Mlle MacDonald: Je voudrais poser quelques questions à M. Bartleman. Il a fait état de questions que j'aurais voulu voir le ministre aborder hier soir, à savoir tous les points qui ont trait à la stratégie des bases dans les Antilles et ce qu'elles représentent pour nous du point de vue des approvisionnements pétroliers, des risques d'instabilité, de l'instabilité de cette région qui risque de s'étendre à l'hémisphère nord.